



Quel est le secret des filières agricoles ouest africaines performantes ?

On a coutume de déplorer les faibles performances de la production agricole en Afrique de l'Ouest. La communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) est la région dont la croissance de la production est la plus élevée d'Afrique, reconnait-on facilement. Mais les rendements ne seraient pas au rendez vous. La croissance de la production serait principalement due à une croissance des surfaces cultivées, et plutôt liée à une croissance de la population qu'à une croissance de la productivité. Pour rappel, la population des pays de la Cedeao a augmenté de près de 50 % depuis l'année 2000, passant de près de 230 à 345 millions d'habitants. Pourtant, malgré ce constat général, la production de certains produits a doublé en une décennie, chose que l'on ne peut imputer uniquement à l'arrivée de nouveaux paysans dans le secteur de la production ou à l'extension des terres cultivées. En effet, des facteurs politiques et économiques, des avancées technologiques et une conjoncture internationale se mêlent pour expliquer des performances agricoles qui sont parfois étonnantes sur certains produits et dans certaines zones de la région. Dix ans après l'adoption de la politique agricole régionale d'Afrique de l'Ouest (Ecowap), la présente note revient sur le boom de quatre de ces filières et cherche à en dégager les principales raisons.

1. Un cas d'école : le boom du manioc, notamment au Nigéria et au Ghana

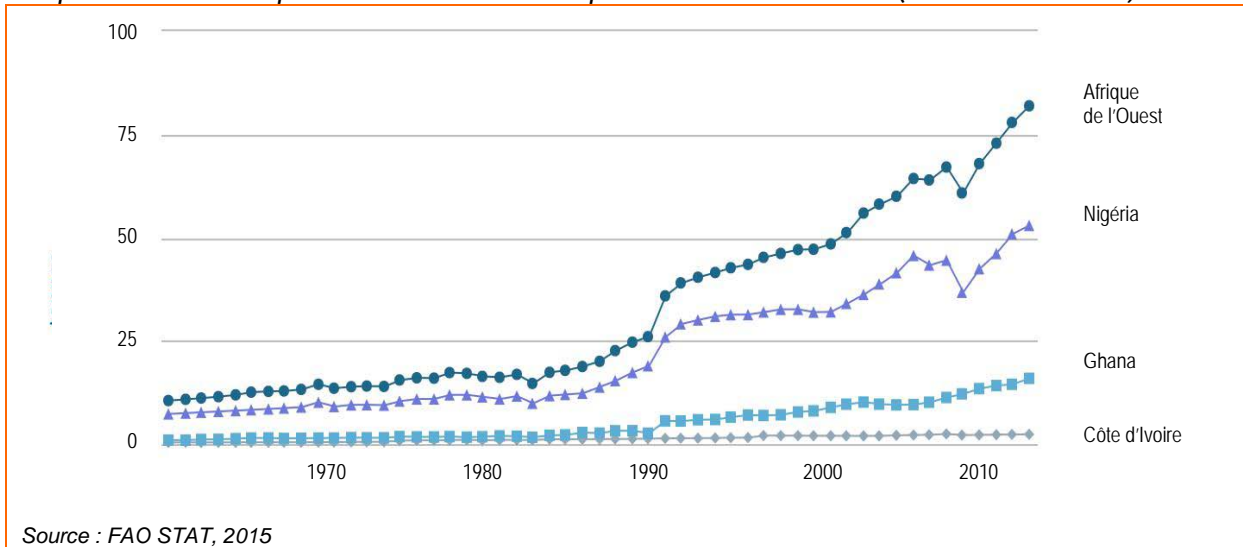
Une production « vivrière de rente »

Le manioc est un produit largement consommé dans la région Cedeao, traditionnellement dans les pays côtiers et depuis plus récemment dans les pays sahéliens, en raison de la diversification des régimes alimentaires au sein de la classe moyenne et de la régionalisation des habitudes de consommation. Une bonne part est autoconsommée, mais le manioc est progressivement devenu une culture de rente en raison de la forte hausse de la demande urbaine en produits dérivés tels que le gari (semoule). En effet, environ 70% de la production de manioc est transformée, principalement par la micro-industrie (dominée par les femmes) pour la production de gari, attiéké (variété de couscous) et farine, et dans une moindre mesure par la transformation industrielle (amidon, sirops, farine, aliments destinés aux animaux, etc.) Ses principaux inconvénients sont sa faible richesse en protéines (1% contre 10% en moyenne pour les céréales) et les difficultés de conservation s'il n'est pas transformé rapidement après la récolte (forte teneur en eau des racines).

Le boom de la production au Nigéria et au Ghana

La progression de la production de manioc en Afrique de l'Ouest est spectaculaire. Ce produit a connu principalement deux « booms » : l'un au tournant des années 1990 et un autre au tournant des années 2000. Depuis 2005, la croissance est considérable. Les deux principaux producteurs sont le Nigéria, premier producteur mondial, loin devant, et le Ghana. Ce dernier se distingue par des performances étonnantes, avec des rendements moyens en forte hausse entre 2006 et aujourd'hui (de 12 à 18 t/ha). Viennent ensuite la Côte d'Ivoire et le Bénin, traditionnels producteurs et consommateurs de manioc, où la production stagne depuis 2005. Le manioc contredit l'idée répandue selon laquelle la croissance de la production agricole en Afrique de l'Ouest est principalement due à une croissance des surfaces cultivées. En effet, d'une manière générale, entre 2005 et 2015, le rendement moyen du manioc est passé de 10 tonnes à 14 t/ha dans la région, avec des disparités selon les pays.

Graph.1. Evolution de la production de manioc en Afrique de l'Ouest de 1961 à 2013 (en millions de tonnes)



Cause 1 : des avancées dans la recherche

La recherche agronomique a joué un rôle déterminant dans l'accroissement de la production de manioc. Les performances des semences d'aujourd'hui héritent en réalité d'efforts consentis sur des décennies. Les recherches menées par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) depuis les années 1970 ont conduit à la mise au point de variétés dont la résistance aux virus et aux cochenilles a été renforcée. Ces variétés ont permis d'obtenir des rendements de 40% supérieurs à ceux des variétés traditionnelles. Les recherches de l'IITA se sont également focalisées sur le développement de meilleures technologies de transformation à petite échelle (éplucheuses, déchiqueteuses, râpes mécanisées). Attrayants, adaptés et accessibles pour les agriculteurs, les résultats des recherches ont fait l'objet d'une politique de diffusion importante et réussie au Nigéria, puis au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Cause 2 : la crise alimentaire de 2008

Il est indéniable que la hausse de la production du manioc a répondu à une demande en Afrique de l'Ouest (surtout pour les ménages à faibles revenus, en milieu urbain et dans les pays côtiers) qui est montée en flèche depuis les années 90 et à la flambée des prix des céréales de l'année 2008 : les consommateurs se sont en partie rabattus sur ce produit moins cher. En raison de sa forte teneur en glucide par hectare, le manioc représente une source de calories peu coûteuse en comparaison du riz. On voit à quel point le manioc, dont une grande partie de la production est autoconsommée, contribue tout autant que le riz ou d'autres céréales, à la sécurité alimentaire des populations en cas de

crise. Cette hausse de la demande en produits alimentaires à base de manioc a renforcé le développement de micro-centres de transformation du manioc. L'utilisation industrielle du manioc et son inclusion dans l'alimentation animale sont également en hausse.

Cause 3 : le boom de la transformation artisanale

Le boom du manioc est aussi lié à la demande pour les produits transformés tel que le gari qui est un *fast-food* très adapté à la demande locale, surtout pour les consommateurs à faible revenu. La transformation s'est rapidement développée à un niveau artisanal ou micro-industriel. Au Nigéria, 500 centres de micro-transformation et 120 PME ont été construits entre 2005 et 2015 à l'aide de divers projets visant à produire de la farine de haute qualité (FMHQ). Cependant, de façon générale, les tentatives de passage de la petite à la grande transformation restent confrontées à des difficultés. Les transformateurs industriels ont du mal à concurrencer les petits transformateurs : les coûts de transport des racines sont élevés (denrée périssable) et les usines industrielles ont besoin d'un approvisionnement régulier et de grandes quantités. Toutefois il y a un développement prometteur de nouvelles technologies pour le séchage et la transformation du manioc en produits semi-finis à proximité des champs. Notons enfin qu'au Ghana, la transformation a été soutenue par l'Etat à travers la mise en place de différentes structures de conseils (Gratis, Food Research Institute, Rural technology service centres) dans toutes les régions du pays, formant et mettant en réseau les professionnels de la transformation.

Cause 4 : des politiques innovantes

Enfin, le Nigéria et le Ghana ont déployé des efforts importants dans le soutien à cette filière, qui n'était pourtant pas perçue à l'époque comme « porteuse ». Au Ghana, une particularité a été d'accompagner l'aval de la production (la transformation). Au Nigéria, une initiative ambitieuse de soutien à cette filière (*Presidential Initiative on Cassava Production and Export*) a été lancée en 2005. Elle impose, entre autres mesures, que les boulangeries incorporent 10% de farine de manioc de haute qualité (FMHQ), - proportion réduite à 5% en 2007 - dans la fabrication du pain, afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du blé

importé. Jusqu'à présent de nombreux boulangers restent réticents à l'utilisation de la farine de manioc, invoquant le manque de contrôle qualité de la farine produite par les unités de transformation. Pourtant le lancement du nouvel *Agricultural Transformation Agenda* (ATA) du Nigeria en 2011 confirme cette orientation politique d'incitation à l'utilisation de produits dérivés du manioc dans l'industrie. L'ATA milite en faveur du retour de la mesure des 10% de FMHQ pour la production de pain (avec un objectif de 40% dans les années à venir), en l'étendant également à la production d'alcool et en imposant en 2012 une taxe supplémentaire sur le blé importé (100%).

Le secteur de la transformation du manioc au Ghana et au Nigéria

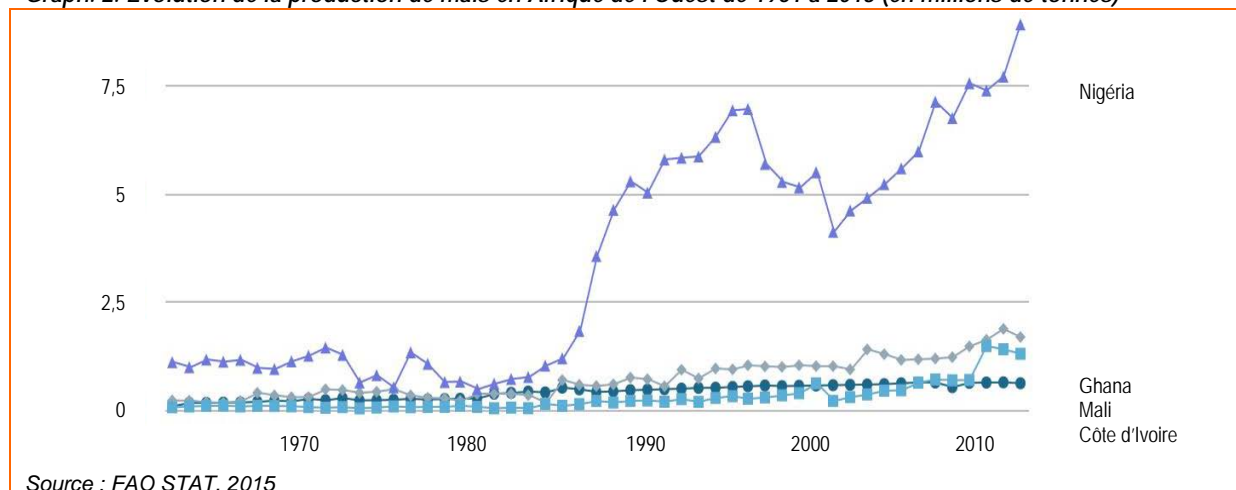
Les équipements de transformation du manioc les plus modernes sont développés au Nigeria qui a une très nette longueur d'avance sur ses voisins. Les entreprises agro-alimentaires à différentes échelles foisonnent. Ainsi, la plupart des micro et petites entreprises agro-alimentaires sont impliquées dans la production d'aliments traditionnels ou de produits intermédiaires, comme les cossettes (fragments séchés), la FMHQ, ou l'amidon. Des entreprises de taille moyenne, proches des grands sites de production et gérées par des entrepreneurs locaux, transforment le manioc en FMHQ, amidon et fufu de haute qualité pour l'export, (cas de l'entreprise Peak Products Ltd, Abeokuta). Enfin, les usines agroindustrielles (par exemple Nigerian Starch Mills in Ihalala, Anambra State) sont les principales industries fournisseuses de l'amidon de haute qualité aux industries manufacturières telles que Cadbury et Nestlé. Il convient de noter toutefois que ces industries nigériennes ne transforment encore qu'une très petite partie de la production du pays.

Au Ghana, deux catégories d'opérateurs se partagent le marché de la transformation du manioc en gari : d'un côté les « micro et petite entreprises agroalimentaires » (MPEA), aux mains de femmes formatrices individuelles ou organisées au sein de groupements, proposent une grande offre artisanale qui approvisionne le marché en continu avec de faibles volumes unitaires de production. Ces MPEA font aujourd'hui face à de nombreux défis tels que le coût élevé des équipements de transformation et l'accès au crédit. De l'autre, les petites et moyennes entreprises (PME) possèdent des équipements semi-industriels qui leur permettent de traiter des volumes plus importants et de conditionner leurs produits (emballage et marketing). Elles vendent leur production sur l'ensemble du territoire, notamment dans les supermarchés. Il s'agit entre autres de Neat Fufu, un des leaders sur le marché ghanéen. Ces PME développent des circuits de vente à l'export et doivent aujourd'hui trouver aussi des stratégies pour affronter la concurrence importante sur le marché local.

Source : Grain de Sel n°58, Avril-Juin 2012

2. Le boom du maïs au Nigéria et dans les pays cotonniers

Graph. 2. Evolution de la production de maïs en Afrique de l'Ouest de 1961 à 2013 (en millions de tonnes)



Source : FAO STAT, 2015

Une production en plein essor

C'est au Nigéria que la progression est la plus forte. Entre 2000 et 2010, elle a quasiment doublé. Elle a également connu une forte progression au Ghana et au Mali, mais partait de volumes inférieurs. Par ailleurs, on constate une croissance générale et significative des rendements dans les principaux pays producteurs (en moyenne 2,2% par an). Des avancées notables ont été notées en Côte d'Ivoire, notamment avant 2002.

Cause 1 : l'interaction entre maïs et coton

Le boom de production du maïs a été amorcé à la fin des années 1980, spécifiquement dans les zones productrices de coton (Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali). Les producteurs de coton ayant accès aux engrais subventionnés fournis par les sociétés cotonnières, en utilisent une partie pour la culture du maïs qui entre dans la rotation du coton et fertilise les champs.

Cause 2 : le boom de l'élevage de volaille

Le maïs est utilisé pour l'alimentation humaine mais aussi pour l'alimentation animale (volaille, bétail, poisson). La production régionale de maïs est ainsi tirée d'une part par le dynamisme de l'élevage de volailles et d'autre part par la hausse des cours mondiaux du maïs

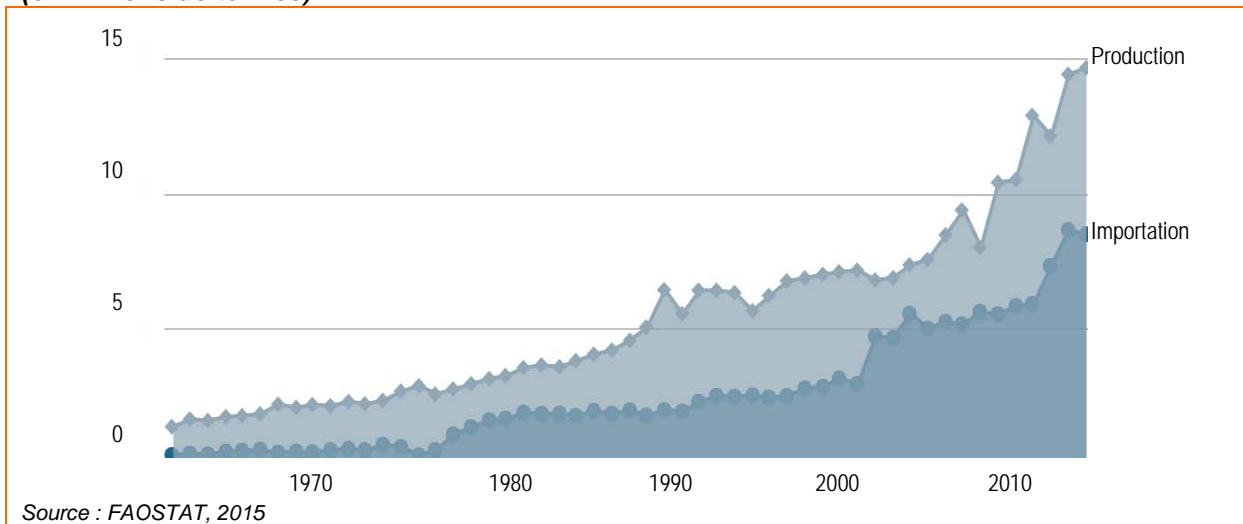
après la crise de 2008. Celle-ci a rendu le maïs local plus compétitif et incité les acteurs des filières volaille et bétail à se tourner vers lui pour alimenter les animaux. Il faut néanmoins souligner que l'instabilité de l'offre et les problèmes d'aflatoxine (liés aux mauvaises conditions de séchage et de stockage) obèrent la compétitivité de la filière locale pour l'alimentation animale.

Cause 3 : les politiques d'intensification

Le boom du maïs a également été accompagné par certains gouvernements (Mali et Ghana) qui ont vu dans cette céréale un potentiel pour réduire la dépendance alimentaire. Ils ont mis à disposition des paysans des innovations technologiques et leur ont facilité l'accès aux intrants (semences améliorées et engrais au Ghana). On a par exemple un pic de progression du rendement au Mali suite à la crise de l'année 2008, qui correspond au lancement d'une initiative nationale pour le maïs se traduisant notamment par des distributions d'intrants. Des mesures de facilitation de l'accès au crédit (pour des intrants) ont également été prises par les acteurs publics, les institutions de microfinance et les organisations paysannes.

3. Le boom du riz : une performance en demi teinte

Graph .3. Evolution comparée de la production et des importations de riz en Afrique de l'Ouest (en millions de tonnes)



Des performances spectaculaires...

Un envol de la consommation

Le riz est aujourd'hui l'une des principales céréales consommées en Afrique de l'Ouest, surtout en milieu urbain (le Nigéria étant le premier consommateur). Selon l'organisme de recherche Ifpri, la consommation annuelle par habitant est passée de 31 Kg en 2000 à 46 Kg en 2014. Cette augmentation de la demande

s'explique à la fois par l'urbanisation (le riz s'adaptant particulièrement au mode de vie urbain), la croissance démographique, les changements d'habitudes alimentaires et un accès facilité (ouverture du marché régional, notamment au riz asiatique, distributions de sécurité alimentaire, etc.).

Une accélération majeure de la production

La production de riz a doublé dans la région de 2004 à 2014 (de 7 à 14 millions de tonnes de riz paddy). Les principaux pays producteurs sont le Nigéria, le Mali (riz irrigué sur le fleuve Niger) et la Guinée (riz pluvial). La Côte d'Ivoire est un bassin émergent. Selon la Cedeao, l'accélération de la production du riz après 2008 est principalement imputable à une amélioration des rendements. Ainsi trois pays ont connu une évolution majeure des rendements ces dernières années : le Mali, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Au Mali, ils sont passés de 2 à 4 t/ha depuis 2005.

Cause 1 : des politiques d'intensification post 2008

Les performances récentes dans la filière riz sont liées aux mesures de relance prises par les gouvernements suite à la crise des prix des produits agricoles de 2008. Dans la plupart des pays, le riz constitue une filière

stratégique tant au niveau politique que socio-économique. Au Mali par exemple, l'« Initiative riz » a permis de favoriser l'accès à des semences améliorées, à des fertilisants et au crédit (pour l'acquisition de semences et d'outils). De même au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria, des programmes similaires ont permis l'amélioration des rendements. La fin de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire a entraîné une relance de la production et la baisse des importations à partir de 2011. Les Etats ont par ailleurs pratiqué l'achat du riz local aux producteurs à des prix rémunérateurs contrairement aux anciennes pratiques privilégiant l'achat à des commerçants pratiquant les prix les plus bas. Enfin il faut signaler que les conditions climatiques favorables de la période 2009-2010 ont également eu un effet positif sur les récoltes.

La révolution NERICA a-t-elle eu lieu ?

Les variétés de riz Nerica (New Rice for Africa), principalement destinées à l'agriculture pluviale, sont obtenues par hybridation entre des variétés de riz africaines et asiatiques. Dans le début des années 2000, elles ont été identifiées comme des « variétés miracles ». Les variétés de Nerica ont suscité de grands espoirs pour les producteurs de riz africain et d'importants investissements de la part des bailleurs de fonds. De bons rendements ont été observés dans les premières années de lancement grâce à des variétés nouvelles avec peu de mélanges variétaux et une bonne capacité germinative. Mais au fil des années, les rendements stagnent ou sont en baisse à cause du non renouvellement des semences. L'impact du Nerica sur la production de riz en Afrique n'est pas comparable à celui des variétés introduites en Asie ayant contribué à la « révolution verte ».

Cause 2 : des politiques commerciales

Le Ghana et le Nigeria ont de leur côté durci les conditions d'importation du riz. Ainsi, le riz a été soumis à des droits de douane très élevés au Nigéria (110% en 2013), taux qui a cependant été revu à la baisse depuis 2014 face aux difficultés pour la filière riz local à répondre aux besoins des consommateurs et à la hausse des importations frauduleuses de riz depuis le Bénin.

...mais une dépendance aux importations qui n'en finit pas de s'accroître

Des importations en permanente progression

Malgré ces progrès, la production locale de la région n'a pas suivi l'explosion de la demande et rencontre des problèmes de compétitivité face au riz importé. Les importations ont triplé ces deux dernières décennies et font de l'Afrique de l'Ouest, la première région importatrice de riz dans le monde avec près de 8 millions de tonnes en 2012. Sur les 46 Kg de riz aujourd'hui consommés par habitant de la région, 25 sont importés. Les principaux pays importateurs sont le Nigéria (un quart des importations régionales), la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin (qui en réexporte 60% vers le Nigéria). Et la situation risque de ne pas s'arranger du fait des prévisions de cours internationaux à la baisse et de la hausse du coût de

Cause 3 : l'agriculture contractuelle

Dans certains pays tels que le Nigéria et la Côte d'Ivoire, des systèmes de contractualisation entre producteurs locaux et transformateurs privés sont développés. Au Nigéria, un partenariat a été mis en place avec un des principaux leaders de l'agro-industrie pour réhabiliter la rizerie d'Etat et développer des relations contractuelles avec les producteurs locaux.

la production locale à cause des changements climatiques.

Cause 1 : des politiques contradictoires

Au niveau politique, on note le caractère parfois contradictoire d'une politique à la fois volontariste pour développer la production locale et favorable aux importateurs, illustrant le dilemme des pouvoirs politiques entre la protection des intérêts des producteurs ou des consommateurs. De plus le système d'attribution des marchés d'importation de riz en Afrique de l'Ouest est réputé sensible politiquement, favorisant des pressions pour des exonérations fiscales et n'encourageant pas la filière locale (voir *Dynamiques Paysannes* 37, SOS Faim,

août 2015). L'instabilité des politiques sur la filière riz, évoluant au gré des changements de gouvernements, ne permet pas de pérenniser les actions sur le long terme pour obtenir des résultats durables (cas du Nigéria). Par ailleurs les programmes de subvention semblent difficiles à pérenniser du point de vue économique dans les pays qui ne disposent pas de filières « lucratives » comme le cacao ou le café en Côte d'Ivoire. Enfin, il semble que le riz ait pris une importance disproportionnée dans les politiques. Car c'est aussi le désintérêt à l'égard des autres céréales ou des tubercules qui conduit à l'accroissement très fort de la place du riz dans les systèmes alimentaires.

Cause 2 : l'aval de la filière est négligé

Les préférences alimentaires en matière de riz diffèrent grandement à travers la région (riz brisé, riz

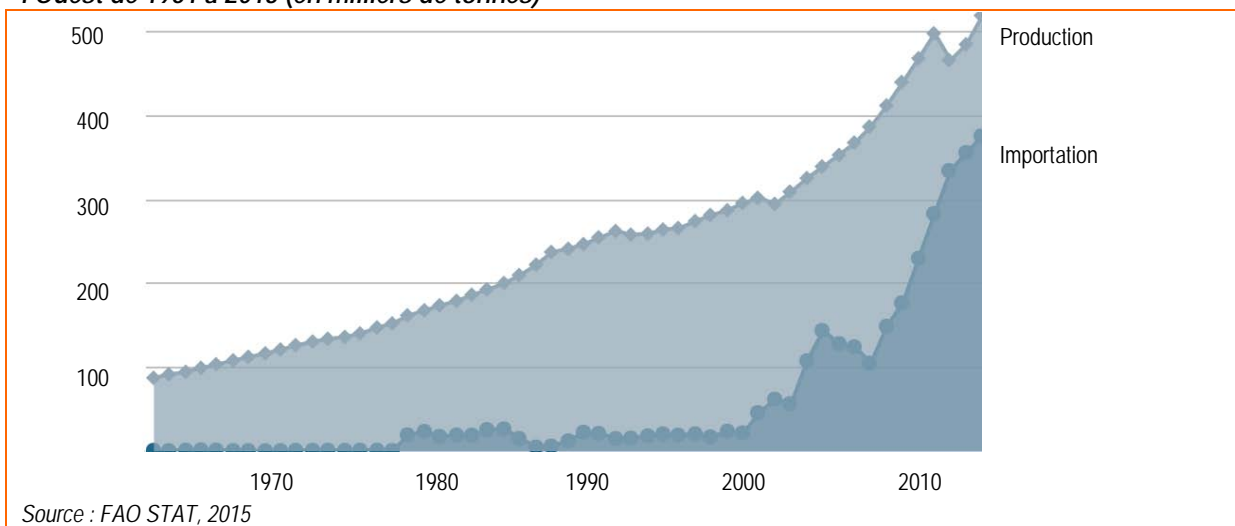
étuvé, etc.). Pour répondre aux préférences des consommateurs, la transformation du riz prend aussi des formes différentes, notamment l'étuvage et l'usinage. On note dans certains pays un accroissement du nombre de mini-rizeries et de rizeries de taille moyenne. Mais d'une manière générale, il semble que la structuration de l'aval des filières (transformation, commercialisation) soit encore négligée au profit d'une approche qui se concentre sur la production.

Cause 3 : un potentiel irrigable sous exploité

On estime que moins de 20% des terres irrigables sont exploitées dans la région. Or, c'est le riz irrigué qui permet les meilleurs rendements. 38% de la production actuelle provient de parcelles irriguées alors qu'elles n'occupent que 13% des superficies.

4. Le cas de la volaille : un boom sur fond de rude compétition

Graph.4. Evolution comparée de la production et des importations de viande de volaille en Afrique de l'Ouest de 1961 à 2013 (en milliers de tonnes)



Un doublement de la production en 10 ans

La production et la consommation de viande de volaille sont en constante augmentation en Afrique de l'Ouest depuis trente ans. Les principaux producteurs sont le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina-Faso. La production a presque doublé entre 2005 et 2013 au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Au Nigéria, après un pic de production de presque 200 millions de têtes en 2010, elle est maintenant en recul.

Une compétition féroce

Bien que la production régionale ait fortement augmenté, les importations ont gagné du terrain. Les poulets congelés importés (principalement de l'Union européenne et du Brésil) concurrencent fortement les

poulets produits localement. En cause notamment, une tarification douanière (tarif extérieur commun) plus faible qu'auparavant. A cette compétition s'ajoute celle qui se joue entre les producteurs traditionnels et les producteurs (semi) industriels locaux. Principalement tournée vers des poulets traditionnels élevés en plein air auparavant, la demande urbaine s'oriente de plus en plus vers de la volaille déjà prête à être cuisinée, à cuisson rapide et peu coûteuse, proposée par des importateurs ou des unités industrielles locales.

Un effet levier : la structuration de la filière

C'est généralement dans les zones où il existe une bonne structuration de la filière avec des interprofessions et des syndicats d'éleveurs très impliqués que les acteurs sont les mieux armés pour

affronter cette compétition. Cependant, même dans ces endroits, il reste des progrès à faire, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en poussins d'un jour, en aliment pour bétail et en produits vétérinaires de qualité et à un coût raisonnable. Pour les élevages commerciaux, la rentabilité de l'activité est pour beaucoup liée au prix de l'aliment bétail (maïs ou autres) qui représente une part élevée des coûts de production. A coup sûr la coordination des filières pour réduire ces coûts de production sera à l'avenir un facteur clé.

Bienheureux protectionnisme sanitaire ?

Tout comme le riz, la filière volaille est emblématique du dilemme entre des politiques commerciales favorables aux producteurs ou aux consommateurs. Face aux risques liés à l'épidémie de grippe aviaire en 2006, plusieurs pays comme le Sénégal, le Nigéria et le

Burkina Faso ont interdit jusqu'à aujourd'hui les importations en provenance de pays ayant été frappés par la maladie et protègent ainsi leur production nationale. Au Sénégal, la production locale a plus que doublé depuis, malgré de nombreuses entorses à l'interdiction d'importer (contrebande). Cette offre serait pour moitié le fait de l'aviculture familiale et pour l'autre moitié de l'aviculture semi intensive. A contrario au Ghana, le gouvernement a fait le choix d'une politique ouverte à l'importation. Entre 1980 et 2009, la disponibilité par habitant a été multipliée par sept, et elle est pour un tiers due à la production nationale. Enfin au Nigéria, les restrictions aux importations imposées par le gouvernement semblent avoir contribué à fortement réduire la disponibilité de la volaille par habitant et a encouragé une contrebande de poulets « demi congelés », notamment via le Bénin, qui comporte des risques en matière de santé publique.

Quels enseignements peut-on tirer de ces performances ?

Ces performances doivent beaucoup à une demande qui croît très fortement et qui continuera d'augmenter, parce qu'elle est due à un phénomène tendanciel lourd : l'urbanisation. Cependant il faudra tenir compte de la forte segmentation de celle-ci (exigences en termes de qualité et de coûts très spécifiques). Les produits locaux qui sauront rencontrer une demande urbaine de produits faciles à cuisiner et à faible coûts, comme le gari ou l'atiéké de manioc, ont certainement un grand avenir.

Elles sont également liées au renchérissement des prix agricoles internationaux et aux effets de la crise de 2008. Cependant il n'est pas dit que ce contexte perdure car les prévisions sur le prix du riz par exemple sont plutôt à la baisse pour les années à venir. Par ailleurs les changements climatiques qui s'annoncent risquent d'entraver sérieusement la production dans les zones les plus touchées comme le Sahel.

Elles s'expliquent aussi par des politiques volontaristes, parfois innovantes. Dans une région où les politiques agricoles sont souvent focalisées sur l'intensification de la production, Le Ghana et le Nigéria ont pris des mesures de soutien prometteuses dans l'aval des filières, avec une attention particulière pour la transformation, la contractualisation, la commercialisation. Les

politiques menées dans ces deux pays gagneraient à être davantage documentées et discutées dans la sous région.

Les avancées dans la recherche et les subventions à l'achat d'intrants (semences et engrais) ont indéniablement joué un rôle déterminant. Elles posent néanmoins la question de leur durabilité, car elles sont très coûteuses. En effet aucun pays ne semble parvenu à mettre en place des stratégies d'envergure pour renforcer la capacité des producteurs à acheter les intrants sans dépendre des subventions de l'Etat, par exemple à travers la facilitation de l'accès au crédit.

De nombreux observateurs déclarent que les politiques pourraient être encore plus efficaces si elles étaient plus stables dans le temps et si la régulation des importations était plus cohérente. Ces éléments interpellent directement la Cedeao et le tarif extérieur commun. Il importe de concevoir davantage la politique commerciale ouest-africaine comme un outil potentiel de développement agricole. Il existe encore une forte divergence des politiques commerciales entre les pays. Cette divergence conduit à une plus grande inefficacité des stratégies au niveau national et à une mauvaise exploitation des opportunités commerciales existant au niveau régional.

RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES RÉFÉRENCES

Croissance agricole en Afrique de l'Ouest (AGWA) : Facteurs déterminants de marché et de politique. 427 pages. FAO, 2015.

<http://www.fao.org/docrep/018/i3222f/i3222f.pdf>

Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest : politiques et incitations du marché pour la promotion des filières alimentaires intégrant les petits producteurs. 584 pages. FAO, 2013.

<http://www.fao.org/docrep/018/i3222f/i3222f.pdf>

Analysis of incentives and disincentives for cassava in Ghana. 34 pages. MAFAP, FAO, 2013.

<http://www.fao.org/3/a-at547e.pdf>

Le riz en Afrique de l'Ouest : Politiques, dynamiques et perspectives. Cahiers agricoles, vol 22, n°5, septembre-octobre 2013, pp.336-344. AUF, 2013.

http://www.jle.com/fr/revues/agr/e-docs/le_riz_en_afrique_de_louest_dynamiques_politiques_et_perspectives_298196/article.phtml

Le commerce ACP analysé et décrypté : note de synthèse, secteur de la volaille. 11 pages. CTA, 2013.

<http://agritrade.cta.int/fr/Agriculture/Produits-de-base/Volaille/Note-de-synthese-mise-a-jour-2013-Secteur-de-la-volaille>

Les céréales au cœur de la souveraineté alimentaire en Afrique l'Ouest, *Grain de sel* n°54-56. Avril-décembre 2011, pp.10-12. Inter-réseaux, 2011.

<http://www.inter-reseaux.org/publications/revue-grain-de-sel/54-56-les-cereales-au-coeur-de-la/article/un-modele-de-croissance-des?lang=fr>

Valorisation des produits locaux : face aux défis, une diversité de solutions, *Grain de sel* n°58. Avril-juin 2012, pp.29-30. Inter-Réseaux, 2012.

<http://www.inter-reseaux.org/publications/revue-grain-de-sel/58-valorisation-des-produits/article/l-essor-des-produits-derives-du?lang=fr>

Les effets des importations de riz dans deux pays ouest-africains, les cas du Mali et du Sénégal, *Dynamiques Paysannes* 37, SOS Faim, Aout 2015

<https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/sites/3/2015/08/SOS-15-DP37-FR.pdf>

Les *Bulletins de synthèse Souveraineté alimentaire* sont une initiative d'Inter-réseaux Développement rural et de SOS Faim Belgique. Ils visent à produire une synthèse sur un thème lié à la souveraineté alimentaire, à partir d'une sélection de références. Ils paraissent tous les trimestres et sont diffusés par voie électronique. Vous pouvez vous abonner sur le site d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org. Ces bulletins sont réalisés grâce au soutien financier de la Direction Générale de la Coopération au Développement du ministère des Affaires Étrangères (Belgique) et de SOS Faim Belgique. Inter-réseaux est soutenu par l'Agence française de développement.

SOS Faim Belgique (www.sosfaim.org) soutient les organisations paysannes et de producteurs agricoles dans une quinzaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Inter-réseaux Développement rural (www.inter-reseaux.org) est une association visant à promouvoir les débats, échanges et réflexions en réseau au sujet du développement rural dans les pays du Sud.

Ce bulletin de synthèse a été rédigé par Vital Pelon (vital.pelon@inter-reseaux.org) et Nadia Ouattara (nadia.ouattara@inter-reseaux.org). Remerciements particuliers à John Staatz (MSU), Roger Blein (Issala), Vincent Ribier (Cirad), Jean-Jacques Grodent (SOS Faim), Marc Mees (SOS Faim) pour leurs apports.

Si vous souhaitez réagir par rapport à la thématique abordée, donner votre avis, apporter un complément d'information, attirer notre attention sur un document, merci de nous écrire à : inter-reseaux@inter-reseaux.org